

PREF. 84

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



L'essentiel & plus encore

Prestation de service Contrat enfance et jeunesse

Les conditions ci-dessous, complétées des « conditions générales prestation de service Contrat enfance et jeunesse », constituent la présente convention.

Entre :

La commune de....., représentée par M....., Maire agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du...../...../.....

Ci-après désigné « le(s) partenaire(s) ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de Vaucluse, représentée par Madame Tania CONCI directrice par intérim,
dont le siège est situé 6 rue Saint – Charles – 84000AVIGNON.

Ci-après désignée « la Caf ».

Et :

La Mutualité sociale Agricole Alpes Vaucluse, représentée par Monsieur Georges PELLISSIER, directeur général ,
dont le siège est situé 1 Place des Maraîchers – 84000 AVIGNON

Ci-après désignée « la Msa ».

Préambule

Le Contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus en :

- ⇒ favorisant le développement et l'amélioration de l'offre d'accueil par :
 - une localisation géographique équilibrée des différents équipements et actions inscrits au sein de la présente convention ;
 - la définition d'une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;
 - la recherche de l'implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, de la mise en œuvre et de l'évaluation des actions ;
 - une politique tarifaire adaptée permettant l'accessibilité aux enfants des familles aux revenus modestes.
- ⇒ recherchant l'épanouissement et l'intégration dans la société des enfants et des jeunes par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation des plus grands.

Pour « les partenaires employeurs », le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de cofinancement qui contribue uniquement au développement de l'accueil destiné aux enfants de moins six ans de salariés des « partenaires employeurs ».

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur les territoires les moins bien pourvus. Elle se traduit notamment par une fréquentation optimale des structures et un maintien des coûts de fonctionnement compatible avec le respect des normes réglementaires régissant le fonctionnement des structures.

1/ La participation de la Msa aux contrats enfance et jeunesse

Conformément aux orientations de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole, relatives à sa politique d'action sanitaire et sociale en direction des familles et des territoires, le Conseil d'Administration a décidé le 30 janvier 2003 de l'engagement du régime agricole, en partenariat avec la Cnaf, dans la politique de développement des contrats enfance et temps libre, réformés sous la forme du contrat enfance et jeunesse depuis juillet 2006.

Ces contrats conclus par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole et les Caisses d'Allocations Familiales avec les collectivités territoriales, visent à développer des services et équipements nouveaux pour l'accueil des enfants et des jeunes ainsi qu'à améliorer la qualité de l'existant.

La Caisse de Mutualité Sociale Agricole ne s'engage pas dans les contrats sur l'ensemble des territoires mais procède, conformément aux termes de la convention relative à l'engagement de la Msa signée entre chaque Cmsa et la Ccmsa à une sélection des territoires avec lesquels elle va contractualiser.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Caf et d'une politique locale d'intervention, la Msa intervient prioritairement sur les territoires jusqu'alors dépourvus de contrat ou insuffisamment pourvus, sur les territoires s'engageant dans un processus de développement (et non de simple renouvellement), sur les territoires où la présence des familles agricoles avec enfants à charge est la plus significative.

La Msa s'engage à participer aux différentes phases du processus contractuel (diagnostic, élaboration du schéma de développement, bilan et évaluation du contrat), en recherchant la

participation des familles et l'implication des élus Msa et à participer à l'approfondissement des apports qualitatifs de la Msa autour de thèmes tels que l'éducation "santé", l'appui à la parentalité, la lutte contre la précarité, l'intégration des enfants handicapés, les relations entre les générations.

Par principe, les modalités de contractualisation de la Msa sont les mêmes que celles prévues pour la Caf (art. 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11).

3/ Les modalités financières spécifiques Msa

Conformément aux orientations de la nouvelle Convention d'Objectifs signée pour une durée de 4 ans de 2012 à 2015, la MSA Alpes Vaucluse s'engage à soutenir financièrement ce contrat CEJ pour la période de 2014 et 2015.

Pour la période de 2016-2017, la Msa Alpes Vaucluse se réserve le droit de poursuivre son engagement financier en fonction des orientations de la nouvelle Convention d'Objectif et de Gestion de 2016-2020.

Le financement apporté par la Cmsa, pour chaque contrat, est calculé conformément au taux de population moyen agricole familiale sur le département, soit 5 %. Ce montant complète le financement Caf.

Le calcul de la Psej Msa s'effectue par référence au pourcentage de la population familiale allocataire Msa de la tranche d'âge concernée par le contrat, appliqué au montant de la Psej Caf.

L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej).

Elle a pour objet de :

- déterminer l'offre de service adaptée aux besoins des usagers et aux disponibilités financières des co-contractants et les conditions de sa mise en œuvre ;
- décrire le programme des actions nouvelles prévues dans le schéma de développement qui constitue l'annexe 2 de la présente convention ;
- fixer les engagements réciproques entre les signataires.

Les modalités de financement

Le mode de calcul de la Psej et la révision des droits

Le financement de la Psej est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles au titre de la présente convention sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, à compter du 1^{er} janvier 2014.

La Psej distingue deux types d'actions : les actions nouvelles développées dans le cadre d'un contrat « enfance et jeunesse » et les actions antérieures, financées dans un contrat avant la signature d'un premier Cej et reconduites dans le présent Cej.

Pour chaque action nouvelle développée dans le présent contrat (cf. annexes 1 à 3 ci-après de la présente convention), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé selon les formules ci-après :

- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,1351 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance,
- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse,

les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à l'article « Le cadre général du dispositif « Contrat enfance et jeunesse » » des « conditions générales prestation de service Contrat enfance et jeunesse » de la présente convention.

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs.

Une même action inscrite dans la présente convention est réalisée par plusieurs des partenaires à celle-ci. En conséquence, le montant forfaitaire précité est calculé par action et est réparti entre chacun de ces partenaires selon un pourcentage prédéterminé. Ce pourcentage figure expressément dans la fiche projet de l'action concernée en annexe 3 de la présente convention.

Le montant annuel forfaitaire de la Psej est versé en fonction :

- du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- de la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- de la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- d'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- de non respect d'une clause ;
- de réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la Psej.

Les modalités de paiement

Le paiement s'effectue selon les dispositions précisées ci après

Un acompte sera versé au cours du 1^{er} semestre de l'année. Il sera calculé sur la base de la Psej prévisionnelle, telle que calculée dans les annexes financières de ce contrat, et ne pourra excéder 70% de ce montant.

Régularisation

Sous réserve de réception dans les délais prévus à la présente convention des pièces justificatives mentionnées en son annexe 5, la Caf procède au calcul des sommes réellement dues. Ce qui peut entraîner :

- un versement complémentaire dans la limite des montants forfaitaires prévus à la convention ;
- la mise en recouvrement d'un indu.

Celui-ci est remboursé directement à la Caf ou fait éventuellement l'objet d'une régularisation sur les versements suivants.

L'absence de fourniture de justificatifs au 30 juin de l'année qui suit l'année du droit examiné peut entraîner le non versement du solde, voire la récupération des montants versés.

Le refus de communication de justificatifs peut entraîner la suppression du financement de la Caf et la récupération des sommes versées non justifiées.

Le suivi des objectifs, des engagements et l'évaluation des actions

Le partenaire s'engage sur la production annuelle de pièces justificatives détaillées en annexe 5 de la présente convention avant le 30 juin de l'année qui suit l'année du droit examiné lesquelles sont indispensables au suivi des objectifs prévus par la convention.

Le suivi des objectifs

Chaque année, avant le 31 Octobre et au plus tard le 30 juin de l'année suivante (N+1), le partenaire s'engage à fournir à la Caf, une information détaillée sur :

- le calendrier des créations de places, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- le calendrier des créations d'activités, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- le taux d'occupation ou de fréquentation des différentes activités couvertes par la présente convention ;
- le bilan annuel de la mise en œuvre progressive du programme de développement.

Le partenaire s'engage à maintenir le niveau d'accueil existant avant le présent contrat « enfance et jeunesse », décrit en annexe 2 ci-après de la présente convention.

Le suivi des engagements et l'évaluation des actions

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi annuel réalisé en concertation avec le partenaire signataire.

A cet égard, les signataires de la présente convention conviendront conjointement des modalités matérielles permettant la mise en place du suivi des engagements.

Ces modalités pourront prendre la forme d'une rencontre annuelle, d'une instance de coordination ou d'un comité de pilotage.

La Caf procède à l'évaluation des projets qu'elle soutient, dans le cadre d'une démarche partagée.

L'évaluation en fin de contrat a pour objet de rendre compte de la réalisation des objectifs et de l'efficience du contrat « enfance et jeunesse ».

Elle permet l'analyse du fonctionnement des services financés par la Caf, telle que décrit

- en annexes 6 et 6 bis de la présente convention ;
- en annexes 6 et 6 bis de la présente convention et en annexe de la « Convention territoriale globale » signée par le partenaire ci-après : (saisie de la dénomination de ce partenaire)

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article ci-dessus « L'objet de la convention », sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

La durée de la convention

La présente convention prend effet au jour de sa signature par l'ensemble des parties, jusqu'au 31 décembre 2017.

Ci-dessous le texte pour la convention non dématérialisée.

☐ En cochant cette case, « le partenaire » reconnaît avoir pris connaissance des éléments constitutifs de la présente convention :

- les modalités ci-dessus accompagnées des annexes 1 à 4 et 6 ci-après de la présente convention,
- les « conditions générales prestation de service Contrat enfance et jeunesse (y compris leurs annexes numérotées 4bis, 5 et 6bis) » en leur version d'octobre 2013,

et « le partenaire » les accepte.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Ci-dessous le texte adapté à une version dématérialisée des 2^{nde} et 3^{ème} parties de la convention.

« ☐ En cochant cette case, « le partenaire » reconnaît avoir pris connaissance des éléments constitutifs de la présente convention :

- les modalités ci-dessus accompagnées des annexes 1 à 4 et 6 ci-après de la présente convention, dont il est établi un original pour chacun des signataires,
- les « conditions générales prestation de service Contrat enfance et jeunesse (y compris leurs annexes numérotées 4bis, 5 et 6bis) » en leur version d'octobre 2013, document disponible sur le site internet « www.caf.fr » de la Caf de Vaucluse

et « le partenaire » les accepte.

Fait à,

le,

en X exemplaires

La Caf

le partenaire

la Msa

Nom du signataire CAF Nom du signataire partenaire

Nom du signataire MSA

40 3000
41 01 15

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif

Annexe 2 : situation de l'offre et perspectives de développement

Annexe 3 : fiche(s) détaillée(s) par action

(Toute action bénéficiant d'un financement au titre du Cej, y compris uniquement au titre de la dégressivité (action inéligible maintenue), doit faire l'objet d'une fiche « annexe 3 »).

Annexe 4 : le diagnostic

a) L'analyse de l'évolution du contexte local

➤ Données démographiques

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Population allocataire Caf et Msa	Connaître la proportion d'allocataires sur le territoire observé et son évolution.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ nombre d'allocataires (bénéficiaires) Caf et Msa ; ➤ nombre de personnes couvertes Caf et Msa (comprend les allocataires et leur conjoint, les enfants et autres personnes à charge éventuellement) ; ➤ taux de couverture¹.
Nombre d'enfants d'allocataires Caf et Msa de 0 à 5 ans révolus et de 6 à 17 ans révolus	Connaître le nombre d'enfants d'allocataires répartis en fonction des 2 tranches d'âges ciblées et son évolution.	Parmi les enfants âgés de 0 à 17 ans révolus, déterminer le nombre et calculer la proportion des : <ul style="list-style-type: none"> - 0-5 ans révolus ; - 6-11 ans révolus ; - 12-17 ans révolus ; - 6-17 ans révolus.
Population allocataire de la Mutualité Sociale Agricole	Connaître le nombre d'allocataires MSA sur le territoire contractuel peut être intéressant, notamment lorsque la Msa est cocontractante.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ nombre d'allocataires MSA ; ➤ taux de couverture MSA dans la population résidant sur le territoire contractuel.

➤ Structures familiales

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Nombre de ménages et situation familiale	Connaître la répartition des typologies familiales parmi les ménages, et notamment évaluer la proportion de familles monoparentales. Ces données peuvent orienter les schémas de développement.	Nombre de ménages et leur répartition par structure familiale (en %) à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - couples ; - ménages monoparentaux ; ➤ bénéficiaires de l'API.

¹Taux de couverture = [Nb de personnes couvertes Caf et Msa (allocataire, conjoint, enfant et autres personnes à charge issues BCA) / population totale légale Insee résidant sur le territoire contractuel]

Situation familiale et taille des familles allocataires	Evaluer la proportion de familles nombreuses, de familles monoparentales et de familles monoparentales nombreuses afin d'envisager d'éventuels risques de précarité et /ou d'exclusion	➤ % allocataires avec enfants (familles) parmi l'ensemble des allocataires ; ➤ % familles allocataires nombreuses parmi les allocataires avec enfants ; ➤ % familles monoparentales avec 3 enfants ou plus parmi les allocataires isolés avec enfants.
--	--	--

➤ **Activité professionnelle**

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Taux d'activité de la population âgée de 25-49 ans par sexe	Avoir quelques indicateurs de la situation professionnelle des habitants du secteur étudié pour connaître leurs contraintes temporelles.	Parmi les 25-49 ans : - taux d'activité féminine ; - taux d'activité masculine. (Il s'agit de la population des allocataires et conjoint éventuel déclarant exercer une activité professionnelle ou être inscrit au chômage).
Répartition de la population par professions et catégories socioprofessionnelles (PCS)	Etudier la mixité sociale du public accueilli dans les structures	<u>Remarque :</u> En 1982, il y a eu changement de nomenclature et donc de nomination. Désormais, il s'agit de répartition par PCS et non plus de répartition par catégories socio-professionnelles (CSP).
Parents en activité	Connaître le nombre de parents en activité sur le territoire contractuel peut être intéressant notamment lorsqu'une entreprise est cocontractante.	Nombre et proportion d'enfants de 0-5 ans révolus et 6-17 ans révolus dont les parents sont bi-actifs ou dont l'unique parent est actif.

➤ **Niveau des ressources**

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Quotients familiaux	Connaître la répartition des familles allocataires en fonction des QF Cnaf afin d'apporter des éléments en vue de la mise en place d'une politique tarifaire avec les partenaires et éventuellement d'envisager des accords pour l'installation de l'outil CAF PRO...	Répartition des familles allocataires en fonction de catégories de QF. Celles-ci seront établies en fonction des caractéristiques de la population locale et éventuellement du règlement intérieur d'Action Sociale de la Caf. Les QF équivalents à 0 peuvent résulter d'informations non renseignées ou correspondent le plus souvent à des situations particulières (accueil d'urgence, etc.).

➤ **Dispositifs et projets urbanistiques**

Informations à	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée
----------------	-----------	--

recueillir		à recueillir
Dispositifs et projets urbanistiques et d'aménagement du territoire	<p>Connaître les dispositifs et projets urbanistiques envisagés sur le territoire étudié afin de posséder une vision d'ensemble du territoire sur lequel le contrat sera mis en œuvre et de tenter de garantir une cohérence entre les différentes actions liées à ces dispositifs.</p>	<p>Grand Projet de Ville (GPV) ; Grand Projet Urbain (GPU) ; Contrat de Ville ; Zone Urbaine Sensible (ZUS) ; Zone de revitalisation rurale (ZRR) ; Opération programmée d'amélioration d'habitat (OPAH) ; Plans locaux d'urbanisme ; Pôles d'excellence rurale.</p>

➤ **Localisation de structures, équipements et services**

Informations à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Etablissements scolaires 6-16 ans	<p>Connaître le nombre et la localisation des différents équipements scolaires afin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'étudier l'éloignement ou la proximité des équipements scolaires pour les jeunes par rapport à leur domicile ; - de repérer les lieux de vie des enfants ; - de repérer les acteurs locaux ; - de connaître le nombre d'enfants inscrits et, si possible, la proportion d'enfants de la collectivité étudiée. 	<p>Etudier les établissements publics et privés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - écoles maternelles ; - écoles élémentaires ; - collèges ; - lycées et LEP ; - établissements spécialisés. <p><u>Remarque</u> : Les établissements primaires relèvent de la responsabilité de la commune, les collèges du conseil général, et les lycées du conseil régional.</p>
Equipements sportifs	<p>Connaître l'existence ou non, et la localisation des équipements afin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'en étudier la proximité ou l'éloignement pour la population locale ; - d'identifier des relais d'information ; - de découvrir des acteurs locaux susceptibles d'intervenir auprès des enfants et des jeunes. 	<p>Piscine, gymnase, terrains de sports, clubs sportifs divers, etc.</p>
Equipements culturels		<p>Bibliothèque, ludothèque, médiathèque, cinéma, théâtre, etc.</p>
Services de santé	<p>Connaître l'existence ou non, et la localisation des services afin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'en étudier la proximité ou l'éloignement pour la population locale ; - d'identifier des relais d'information ; 	<p>Planning familial, professions libérales, etc.</p>
Services administratifs		<p>Bâtiments principaux, annexes, ou permanences de : <i>Mairie, Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), Circonscription de Prévention d'Action Sociale (CPAS), Pmi, Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), Caisse d'Allocations Familiales, etc.</i></p>
Services s'adressant aux jeunes de plus de 16 ans	<p>de découvrir des acteurs locaux susceptibles d'intervenir auprès des enfants et des jeunes.</p>	<p>Bureau d'Information de la Jeunesse (BIJ), PAIO, mission locale, Centre d'Information et d'Orientati (CIO).</p>

économique

Données à recueillir	Objectifs	Décomposition de l'information ou de la donnée à recueillir
Activités	<p>Connaître l'existence ou non, et la localisation des zones d'activité et d'attractivité économique.</p> <p>Connaître les projets économiques pouvant influencer sur la vie sociale, les déplacements domicile - travail, etc.</p>	<p>Zone d'Activité (ZA)</p> <p>Zone Industrielle (ZI)</p> <p>Zone Commerciale (ZC)</p> <p>Contrats de développement relatifs à l'agriculture et à l'artisanat</p>

de l'offre de service existante

âgés de 0 à 5 ans révolus

Type d'accueil	Indicateurs
Centre d'accueil collectif de l'article 2324-1 du code de la santé publique multi accueil, halte-	<ul style="list-style-type: none"> - nombre de places agréées Pmi (0-5 ans révolus) ; - Eaje = nombre d'actes théoriques correspondant à l'agrément Pmi² ; - Service d'accueil familial = nombre d'actes théoriques conventionnés avec la Caf
Centre d'accueil collectif complément parental de l'article 2324-1 du code de la santé publique multi accueil, halte-	<ul style="list-style-type: none"> - nombre d'actes payés par les familles ; - taux d'occupation = nb. actes payés annuellement (h enfant) / nb. actes théoriques ; - prix de revient / heure enfant ; - emplois concernés (ETP) ; - soutien Caf (€) et Msa : - aide à l'investissement ; - aide au fonctionnement : Pso, Ps « enfance et jeunesse », fonds propres ; - montant du reste à charge avant contrat.
Service d'accueil familial (familiales) relevant de l'article 2324-1 du code de la santé publique	<ul style="list-style-type: none"> - aide à l'investissement ; - aide au fonctionnement : Pso, Ps « enfance et jeunesse », fonds propres ; - montant du reste à charge avant contrat.
Accueil individuel par les assistants maternels agréés	<ul style="list-style-type: none"> - Nb. assistantes maternelles en activité ; - Nb. places théoriques auprès des assistantes maternelles indépendantes selon les agréments Pmi ; - Nb. d'enfants réellement accueillis ; - Nb. de bénéficiaires de l'Afeama et du complément mode de garde Paje, contrat Caf/conseil général.
Montant de l'aide de garde à domicile (Aged)	<ul style="list-style-type: none"> - Nb. de bénéficiaires de l'Aged et du complément mode de garde Paje ; - emplois concernés (ETP).

amplitude d'ouverture annuelle) X (nombre de places agréées Pmi)

modulé, les actes théoriques = [(amplitude d'ouverture1) X (nombre de places agréées Pmi1)] + [(amplitude d'ouverture2) X (nombre de places agréées Pmi2)] + etc.

antes maternelles (RAM)	<ul style="list-style-type: none"> - Nb. de RAM en ETP ; - emplois concernés (ETP) ; - Nb. de bénéficiaires de l'Afeama et du complément mode de garde de la Paie ; - Nb. Afeama/Ram ; - prix de revient annuel/ETP ; - soutien Caf (€): <ul style="list-style-type: none"> - aide à l'investissement ; - aide au fonctionnement : Ps Ram, fonds propres, Ps Caf/Conseil général ; - montant du reste à charge avant contrat.
il enfants-parents (LAEP)	<ul style="list-style-type: none"> - Nb équipements ; - amplitude d'ouverture annuelle ; - prix de revient/h ouverture ; - emplois concernés (ETP) ; - soutien Caf (€) et Msa : <ul style="list-style-type: none"> - aide à l'investissement ; - aide au fonctionnement : Ps Laep, fonds propres ; - montant du reste à charge avant contrat.
othèque ns révolus)	

à 17 ans révolus

d'accueil	Indicateurs
oisirs vacances été	<ul style="list-style-type: none"> - Nb. de places déclarées Ddjs ; - Nb. actes conventionnés avec la Caf³ ; - Nb. d'actes ouvrant droit à la PSO Alsh⁴ ;
oisirs petites ances	<ul style="list-style-type: none"> - taux d'occupation = Nb. d'actes ouvrant droit à la PSO Alsh annuellement (h enfant)/Nb. actes conventionnés avec la Caf ;
sirs mercredi WE	<ul style="list-style-type: none"> - emplois concernés (ETP) ; - prix de revient / actes ouvrant droit à la PSO Alsh (h enfant) :
sirs périscolaires rés Ddjs	<ul style="list-style-type: none"> - soutien Caf (€) et Msa : - aide à l'investissement ; - aide au fonctionnement : Pso, fonds propres ; - montant du reste à charge avant contrat.
couverts sont arisés)	
ériscolaire (périscolaire)	<ul style="list-style-type: none"> - Nb. d'actes conventionnés avec la Caf ; - Nb. d'actes payés ; - taux d'occupation = Nb. actes payés annuellement (h enfant)/ Nb. actes conventionnés avec la Caf ; - emplois concernés (ETP) ; - prix de revient/h enfant ; - soutien Caf (€) et Msa : <ul style="list-style-type: none"> - aide à l'investissement ; - aide au fonctionnement : fonds propres ; - montant du reste à charge avant contrat.

(journées enfants) = [amplitude d'ouverture annuelle retenue dans la convention avec la Caf (en jours)] X [nombre de places

-196 – cf définition page 10 : un acte ouvrant droit correspond à une heure facturée ou à une heure réalisée

Séjour vacances été Camp adolescents	<ul style="list-style-type: none"> - Nb. de places déclarées Ddjs ; - Nb. d'actes conventionnés⁵ avec la Caf ; - Nb. d'actes payés ; - taux d'occupation = Nb. actes payés annuellement (jours enfants)/ Nb. actes conventionnés avec la Caf (jours enfants ou adolescents) ; - emplois concernés (ETP) ; - prix de revient/jour enfant ; - soutien Caf (€) et Msa : <ul style="list-style-type: none"> - aide à l'investissement ; - aide au fonctionnement : Pso, fonds propres ; - montant du reste à charge avant contrat.
« Accueil de jeunes » déclaré Ddjs	<ul style="list-style-type: none"> - Nb. de mineurs âgés de 14 ans ou plus déclarés Ddjs ; - Nb. d'actes ouvrant droit à la Pso Alsh ; - Nb. annuel d'heures de présence de jeunes conventionnées avec la Caf ; - taux moyen annuel d'occupation du service = Nb. annuel ouvrant droit à la Pso Alsh (heures jeunes)/ Nb. actes conventionnés avec la Caf (heures jeunes) ; - prix de revient/ actes ouvrant droit à la Pso Alsh (h jeunes) ; - emplois concernés (Etp) ; - soutien Caf (€) et Msa : - aide à l'investissement ; - aide au fonctionnement : Pso - montant du reste à charge avant contrat.

⁵ Concernant les séjours vacances été et les camps adolescents, les actes contractualisés Caf (journées enfants) = [amplitude d'ouverture annuelle retenue dans la convention avec la Caf (en jours)] X [nombre de places conventionnées avec la Caf].

1. EVALUATION DES ACTIONS D'ACCUEIL INSCRITES AU CONTRAT

Indicateurs		Situation avant Cej	Suivi annuel	Situation en fin de Cej	Observation Ecart
<input type="checkbox"/> VOLET ENFANCE					
<input type="checkbox"/> VOLET JEUNESSE					
Action					
Date d'ouverture /Date dechéance					
Nature du signataire			<input type="checkbox"/> commune <input type="checkbox"/> C2c <input type="checkbox"/> employeur		
Caractéristiques de l'offre	Nombre de places agréées Pmi (Eaje)				
	Nombre de places conventionnées avec la Caf (accueil de loisirs)				
	Prix de revient à l'acte	=	<input type="checkbox"/> > au prix plafond Cnaf <input type="checkbox"/> = au prix plafond Cnaf <input type="checkbox"/> < au prix plafond Cnaf <input type="checkbox"/> > au prix plafond moyen départemental <input type="checkbox"/> = au prix plafond moyen départemental <input type="checkbox"/> < au prix plafond moyen départemental		
	Coût de fonctionnement annuel (€)				
	Montant annuel du reste à charge de la commune (€)				
Taux d'occupation		=	<input type="checkbox"/> > au taux d'occupation cible Cnaf <input type="checkbox"/> = au taux d'occupation cible Cnaf <input type="checkbox"/> < au taux d'occupation cible Cnaf <input type="checkbox"/> > au taux d'occupation moyen départemental <input type="checkbox"/> = au taux d'occupation moyen départemental <input type="checkbox"/> < au taux d'occupation moyen départemental		
Amplitude d'ouverture journalière agréée Pmi (Eaje) ou conventionnée avec la Caf (accueil de loisirs)		=	<input type="checkbox"/> < à 9h/j <input type="checkbox"/> = à 9h/j <input type="checkbox"/> > à 9h/j		
Amplitude d'ouverture annuelle agréée Pmi (Eaje) ou conventionnée avec la Caf (accueil de loisirs)		=	<input type="checkbox"/> > à l'amplitude moyenne annuelle départementale <input type="checkbox"/> = à l'amplitude moyenne annuelle départementale <input type="checkbox"/> < à l'amplitude moyenne annuelle départementale		

	Indicateurs	Situation avant Cej	Suivi annuel	Situation en fin de Cej	Observation Ecart
	Nature des emplois concernés (ETP)				
	Taux d'encadrement	=		<input type="checkbox"/> > aux normes réglementaires <input type="checkbox"/> = aux normes réglementaires <input type="checkbox"/> < aux normes réglementaires	
	Niveau de qualification	=		<input type="checkbox"/> > aux normes réglementaires <input type="checkbox"/> = aux normes réglementaires <input type="checkbox"/> < aux normes réglementaires
	Temps de concertation		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Temps de formation		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Différenciation des activités selon les tranches d'âge		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Implication des jeunes dans le projet éducatif		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Forme de cette implication
	Accueil d'enfants en situation de handicap		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Accueil d'urgence		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Application d'un barème de participations familiales modulé en fonction des ressources		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		
Moyens déployés par la Caf	Moyenne des participations familiales		€		€
	Aide à l'investissement			Plan crèche concerné	€
	Aide au fonctionnement	> Pso	€		€
		> Ps contractuelle	€		€
		> Fonds propres	€		€

2. EVALUATION DES COMPOSANTES DU CONTRAT

Critères	Analyse par type d'action *	Résultats attendus tels que prévus au Cej	Résultats obtenus au terme du Cej	Ecart observés
■ Capacité d'accueil		Objectifs d'accueil. Nombre de places d'accueil atteint.		
■ Prix de revient et moyenne départementale		Objectifs de % de structures dont le prix de revient est égal ou inférieur au prix de revient plafond. Pourcentage de structures dont le prix de revient est inférieur ou égal au prix de revient plafond.		
■ Taux d'occupation		Taux d'occupation cible. Taux d'occupation moyen. Pourcentage de structures dont le taux d'occupation est inférieur au taux d'occupation cible.		
■ Politique tarifaire		Pourcentage de structures appliquant un barème modulé en fonction des ressources des familles.		
■ Niveau de qualification et taux d'encadrement		Objectifs de % de structures dont le niveau de qualification est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Objectifs de % de structures dont le taux d'encadrement est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Pourcentage de structures dont le niveau de qualification moyen est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Pourcentage de structures dont le taux d'encadrement moyen est supérieur ou égal aux normes réglementaires. Pourcentage de structure intégrant des temps de concertation dans leur coût de fonctionnement. Pourcentage de structure intégrant des temps de formation dans leur coût de fonctionnement.		
■ Diversité de l'offre		Objectif de structures à l'amplitude journalière supérieure ou égale à 9h par jour. Pourcentage de structures dont l'amplitude journalière d'ouverture est supérieure ou égale à 9 heures par jour.		
■ Attractivité de l'offre		Objectif de différenciation d'activité selon les tranches d'âge. Pourcentage de structures dont le projet éducatif intègre une différenciation d'activité selon les tranches d'âge.		
■ Place donnée aux jeunes dans l'élaboration et la mise en place des projets		Objectif de % de structures ayant impliqué les jeunes dans l'élaboration de leur projet. Pourcentage de structures ayant impliqué les jeunes dans l'élaboration de leur projet éducatif. Formes prises par ces implications.		
■ Accueil d'un public ciblé		Objectifs sur les accueils en urgence et les accueils d'enfants handicapés. Pourcentage de structures accueillant des enfants en situation de handicap.		

* Accueil collectif, familial et parental (0-4 ans) (4-6 ans), micro-crèche, Ram, Laep, accueil de loisirs, accueil de jeunes, accueil périscolaire, camps ado, séjours

2020
2021

Principes	Universalité	Adaptabilité	Qualité
Objectifs opérationnels			
Favoriser le développement de l'offre d'accueil	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capacité d'accueil 		
Améliorer l'offre d'accueil		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prix de revient et moyenne départementale ▪ Taux d'occupation ▪ Politique tarifaire ▪ Accueil d'un public ciblé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de qualification et d'encadrement
Développer des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Attractivité de l'offre 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diversité de l'offre ▪ Place donnée aux jeunes dans l'élaboration et la mise en place des projets

